

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 123
10 décembre 2007

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Compte rendu de la délégation Front Unique au Conseil National de la FSU des 4 et 5 décembre 2007

Pour que la direction de la FSU rompe sa participation à la destruction du statut de la Fonction Publique et aux contre réformes de l'enseignement.

Contre la destruction de l'Enseignement professionnel et technologique public, pour le retrait de la note Darcos du 29 Octobre, pour que les dirigeants syndicaux appellent dans l'unité à la manifestation centrale au siège du gouvernement.

Présentation

Contre les cheminots et les travailleurs de la RATP, contre les étudiants, le gouvernement Sarkozy est en passe de prendre une éclatante revanche des camouflés reçus dans le passé (en 1995 pour les premiers, en 1986 et à nouveau en 2006 pour les seconds). Les régimes spéciaux peuvent être considérés comme liquidés ; la LRU (loi Pécresse) sera maintenue.

Pourtant, selon la direction de la FSU, selon les dirigeants également de l'Ecole Emancipée et de PRSI, ce n'est pas là le fait marquant. Les uns et les autres nient qu'il y ait eu défaite. La motion de la direction syndicale affirme même que « le gouvernement a cherché... à faire des concessions, parfois notables, sans toucher au cœur de sa politique ». Et d'évoquer la « réussite » du 20 novembre. Pour les travailleurs, la « réussite » de l'action se mesure à ses résultats. De ce point de vue le résultat du 20 novembre, c'est 0 euro d'augmentation générale de salaires (donc du point d'indice). Mais visiblement, la mesure de la « réussite » n'est pas la même pour l'appareil syndical...

Moyennant quoi, la direction de la FSU a confirmé son orientation de collaboration avec le gouvernement Sarkozy Fillon. Ainsi la direction de la FSU participe activement aux conférences de destruction de la Fonction Publique. Rompre cette participation ? « Ce n'est pas le problème » selon la secrétaire générale du SNASUB, Arlette Lemaire, alors qu'elle confirmait elle-même que ce qui s'y discute, c'est bien la liquidation de toutes les garanties statutaires. Rompre le honteux soutien de la direction du SNUIPP (syndicat du primaire de la FSU) à la contre réforme du primaire qui va priver d'un trimestre de classe les enfants sur le cursus du primaire ? Hors de question, a dit Moindrot, le secrétaire général du SNUIPP. Et la motion Front Unique invitant à ce que le SNUIPP retire sa signature du protocole a été rejetée par les dirigeants de la FSU, comme par ceux de l'Ecole Emancipée et de PRSI.

Mais c'est probablement sur la question de la défense de l'enseignement professionnel que le CDFN a le plus ostensiblement tourné le dos aux exigences des collègues. Devant un plan de liquidation d'une ampleur sans précédent (180 suppressions de PLP rien que dans une petite académie comme Clermont Ferrand), il suffira de dire qu'il n'y a pas eu une seule intervention en séance plénière du syndicat de la FSU des Lycées Professionnels, le SNUEP. Or, aujourd'hui des dizaines de Lycées Professionnels sont en grève, livrés à eux-mêmes, invités à lutter établissement par établissement. Alors que la note Darcos touche tout l'enseignement professionnel, on a appris que les seuls syndicats de l'enseignement agricole appelaient à une manifestation centrale au ministère de l'agriculture le 14 décembre (encore faut il dire que l'appel n'inclut pas explicitement l'exigence de retrait de la note Darcos). Pourquoi pas tous ensemble, à l'appel de toutes les organisations syndicales au siège du gouvernement ? Vote contre là encore des dirigeants de la FSU, de ceux de l'EE et de ceux de PRSI.

Il faut pourtant noter que Gérard Aschiéri a été contraint de rajouter dans la motion adoptée l'exigence de retrait de la note Darcos.

Le courant Front Unique a exprimé l'orientation qui, seule, peut permettre de briser l'offensive du gouvernement Sarkozy Fillon. Mais ce sont les personnels eux même qui auront la force de dicter leur volonté aux dirigeants syndicaux. Nous entendons y contribuer.

Le 8 décembre

Intervention de Roland MICHEL (débat général)

Si l'on en croit les déclarations de l'ensemble des directions syndicales et le rapport qui vient d'être fait par Gérard Aschiéri, le fait marquant serait les « avancées » obtenues par la « lutte », les concessions du gouvernement.

Cette appréciation est complètement à l'inverse de celle qui est portée par les travailleurs sur les lieux de travail.

Les cheminots et traminots savent bien que leur régime de retrait va être liquidé. Les étudiants savent bien que la LRU ne sera pas abrogée.

Et voilà que maintenant – je cite – « *l'ensemble des organisations syndicales a pris acte positivement de l'évolution du discours gouvernemental* » (sur les salaires). Pourtant quiconque prend la peine de lire les déclarations de Woerth constate qu'il n'y a strictement rien en matière d'augmentation générale des salaires et que par contre est réaffirmée le recours à l'intéressement, au mérite, à la « prise de responsabilité » comme critère de la rémunération, bref le plan d'individualisation des salaires.

Alors pourquoi donc camoufler les défaites qui viennent d'être subies par les cheminots et traminots, par les étudiants ? Parce que porter une telle appréciation conduirait à mettre en évidence la responsabilité écrasante des directions syndicales dans ces défaites. Alors que des centaines d'assemblées de cheminots exigeaient des dirigeants que « leurs revendications soient respectées », qu'ils formulaient l'exigence du maintien des 37,5 annuités, le refus de toute décote, le maintien de l'indexation des pensions sur les salaires, les dirigeants syndicaux passaient ces exigences à la trappe et négocient des pseudo compensations à la liquidation du régime spécial. Alors que les étudiants se sont engagés dans la mobilisation pour l'abrogation de la loi de privatisation de l'université, Julliard, le dirigeant de l'UNEF, présent quasi tous les jours au ministère – il aurait pu y installer son canapé ! – annonçait tous les jours de nouvelles « avancées », qui sont en réalité des « avancées » dans la mise en œuvre de la loi.

Sarkozy, lui, sait qu'il a gagné. Et fort de ce succès il presse le mouvement des quatre années et demi de réformes qu'il annonce. Fillon presse les « partenaires sociaux » de conclure sur la liquidation du droit du travail et du CDI. Cette liquidation est en route : augmentation de la période d'essai (une sorte de CNE généralisée), CTP (Contrat de transition professionnel généralisé qui met le travailleur licencié à la disposition d'un bassin d'emploi au mépris de sa qualification en contre partie d'une indemnité de survie d'un an – les appareils syndicaux appellent cela « Sécurité sociale professionnelle » !). De même, après que le Conseil d'Orientation des retraites, avec la collaboration des dirigeants syndicaux, ait rendu un rapport dans ce sens, la mise en place des 41 annuités pour la retraite est sur orbite. De même la liquidation de fait de toute durée légale du travail, conformément aux injonctions de Parizot.

Et c'est dans ce but que le week-end dernier, Sarkozy recevait Thibault et Chèreque pour l'élaboration commune de l'Agenda 2008 des contre réformes !

Dans cet Agenda de contre réforme, la liquidation du statut de la fonction publique occupe une place particulière. Et c'est en quoi la direction de la FSU a une responsabilité particulière.

Elle a pris la responsabilité de participer à toutes les conférences dont elle ne cache même pas elle-même qu'elles visent le « dynamitage » de la Fonction Publique, comme elle a pris la responsabilité de manière continue de participer au COR

Je voudrais terminer sur l'Enseignement.

La politique du gouvernement Sarkozy Fillon, c'est la réaction noire. C'est une politique de déscolarisation de la jeunesse ouvrière, des enfants de travailleurs. Ainsi doit être comprise la suppression de deux heures d'enseignement dans le primaire. Ainsi doit être comprise la liquidation des BEP qui vise à livrer cette jeunesse sans qualification à la surexploitation patronale, la réduction généralisée des Bacs Professionnels à trois ans. Et évidemment va avec la liquidation des statuts.

Pour combattre l'avalanche de contre réformes du gouvernement Sarkozy Fillon, il faut que soit rompue la politique de collaboration – soumission au gouvernement.

Il faut que la direction de la FSU quitte sans délai les conférences de destruction de la Fonction Publique.

Il faut que soit rompu le soutien de la direction du SNUIPP à la contre réforme obscurantiste du primaire.

Il faut que soit ouverte une véritable perspective de combat contre la liquidation de l'enseignement professionnel et technologique public que contient la note Darcos du 29 Octobre. Cela suppose que soit explicitement formulée l'exigence de retrait de cette note et que soit organisée dans l'unité la manifestation centrale au ministère sur cet objectif.

Telle est l'orientation que défendra le courant Front Unique dans ce Conseil National comme parmi les collègues

Universités, répression : intervention d'Olivier Lestang au CDFN de la FSU (4 décembre)

La question de l'aggravation de la répression policière a été soulevée par le rapport introductif. Mais la première chose que devrait dire la direction de la FSU, c'est que, dans ce pays, la « voyoucratie », c'est le pouvoir, c'est Sarkozy. Pas seulement parce que ses deux parrains en politique, Chirac et Pasqua, sont aujourd'hui mis en examen. Dans notre pays, des nourrissons sont jetés en camp de rétention, des enfants, des personnes âgées, sautent par la fenêtre plutôt que de tomber dans les griffes de la police. Des rafles ont lieu à Paris au grand jour, à la sortie des métros. A Villiers-le-bel, des arrestations arbitraires de jeunes prolétaires ont conduit à de lourdes condamnations sur la seule foi des témoignages policiers sur lesquels tout syndicaliste devrait savoir à quoi s'en tenir.

Alors si le Cdfn doit prendre position, c'est pour annoncer la rupture de toute relation avec les responsables de cette politique, avec ce gouvernement criminel - y compris quand il envoie ses avions faire la guerre en Afghanistan ou en Afrique centrale. Mais précisément, ces responsables, ces criminels, ce sont eux que les représentants de la fédération rencontrent plusieurs fois par semaine par exemple dans le cadre des conférences fonction publique !

Les étudiants aussi subissent une répression sans précédent depuis des décennies. Les matraques à Nanterre, les Flash-ball, des milices privées, des organisations réactionnaires, les chiens policiers à Grenoble, ou encore des arrestations à Tours d'étudiants qui sortaient à peine de la présidence et qui ont été mis en gare à vue. Or, la responsabilité des dirigeants syndicaux de la FSU est directement posée. La police, les milices, n'interviennent qu'à la demande des présidents d'université. Mais ceux-ci ne tombent pas du ciel ! La plupart du temps, ils ont été élus avec les voix des élus du Snesup - quand ils n'en sont pas membres. Alors pour que les protestations de la direction du Snesup et des autres syndicats du supérieur contre la répression ne soient pas un couteau sans lame auquel il manque le manche, elle doit exiger la démission immédiate des présidents qui en ont appelé à la répression (et exclure du Snesup ceux qui y seraient).

Mais plus largement, s'agissant de la LRU, tandis que d'une main, la direction du Snesup se prononce pour l'abrogation de la loi, de l'autre, dans les conseils, les élus syndicaux, les appareils syndicaux, appliquent fac par fac la LRU en procédant à l'adoption des nouveaux statuts et de la nouvelle composition des conseils d'administration. On doit aussi mentionner qu'à Lyon 1, un partenariat a été conclu dans le cadre d'une fondation d'entreprise avec microsoft. Il n'y a eu que deux abstentions au CA, celles de deux élus Unef. Tous les autres ont voté pour !

Alors que le mouvement étudiant semble en bout de course, on mesure là à quels obstacles il a été confrontés. Aujourd'hui, Gérard Ashiéri reprend après Julliard de l'Unef la fable des « concessions » qui auraient été obtenues. Il n'y en a aucune ! Dans le cadre de la LRU, l'accroissement des crédits budgétaires c'est l'accroissement du financement de la privatisation des universités, le financement des recrutements de personnels sous contrats privés, précaires. Et la « garantie » qu'il n'y aura pas de sélection à l'entrée de la fac est un leurre : avec la LRU, des filières entières, « non rentables », disparaîtront et donc la question de la sélection à l'entrée ne se posera plus. Il était pourtant possible de vaincre le gouvernement.

C'était la responsabilité des dirigeants des organisations syndicales des personnels liées au mouvement ouvrier, de l'Unef, d'ouvrier à la centralisation de la force des étudiants et des personnels sur l'objectif de l'abrogation de la LRU, par l'appel à la grève générale des universités, l'appel à la manifestation centrale à Paris, au siège du pouvoir. Mais ce à quoi se sont heurtés les étudiants, les personnels, c'est que depuis le début les dirigeants de leurs organisations syndicales se sont inscrites dans le cadre de la négociation de la loi Pécresse, et qu'aujourd'hui elle est appliquée, fac par fac, par les élus Snesup, Unef et autres, dans les conseils d'administration.

Alors pour les étudiants, les personnels enseignants, administratifs ou ouvriers, il faut tirer les leçons, qui sont celles que Sarkozy a tiré lui-même au sujet des régimes spéciaux, quand il s'est félicité jeudi dernier sur les petits écrans du « sens de la responsabilité » des directions syndicales, lesquelles ont imposé les « négociations-trahison » aux cheminots et travailleurs de la RATP.

Pour stopper la vague de contre-réformes Sarkozy, il faut affronter le gouvernement, le vaincre, lui opposer le front uni des organisations syndicales, et donc rompre avec lui, ce qui dans l'enseignement supérieur public signifie en finir avec la co-gestion de l'université, avec la participation aux conseils d'administration.

Intervention d'Olivier Rougerie mercredi 5 décembre : présentation de la motion « défense de l'enseignement professionnel et technologique public ».

Je voudrais intervenir sur l'enseignement professionnel que le gouvernement a décidé de liquider au compte de la bourgeoisie française.

La note Darcos du 29 10 2007 envoyée aux recteurs demande tout simplement la liquidation du BEP et la généralisation des Bac Pro 3 ans.

Dans la commission éducation qui s'est tenue hier, personne n'a nié que c'est une attaque sans précédent contre l'enseignement professionnel public, un instrument, comme l'a indiqué mon camarade, de déscolarisation massive de la jeunesse d'origine ouvrière, livrée à la surexploitation patronale.

- Le passage du Bac Pro de 4 à 3 ans, c'est 25 % d'enseignement en moins mais aussi 25 % de PLP en moins. Cette mesure a également pour but la fusion des Bac Pro avec les bacs technologiques et empêche de fait la poursuite d'études supérieures à des milliers de jeunes.

- La suppression des BEP va de paire. Dans l'académie de Clermont-Fd, le recteur a annoncé aux chefs d'établissement dans un premier temps la suppression de 50 % des BEP tertiaires, puis finalement 100 %. C'est l'intégralité du programme de la bourgeoisie qui s'applique !

- C'est aussi une attaque frontale contre nos collègues PLP - par la suppression de milliers de postes - mais aussi contre le statut des enseignants.

J'ai entendu hier en commission qu'on « *ne pouvait que souhaiter une réponse à la hauteur des attaques* ». La question est donc d'organiser le combat contre le gouvernement pour obtenir le retrait de la note Darcos. Comment alors ne pas être étonné en entendant un autre intervenant expliquer qu'il faut « *avoir une réflexion visant à améliorer la situation dans l'enseignement professionnel* ». Améliorer la situation, c'est combattre le gouvernement !

Il faut pour cela être précis sur les revendications. Il ne s'agit pas de demander le « *retrait des propositions* » (SNUEP le 26 11 2007) - puisque les recteurs appliquent déjà la note - ni de demander comme le fait la direction dans son texte action « *l'abandon* » des mesures, mais de demander clairement le retrait de la note Darcos du 29 10.

Il faut aussi que ce CDFN invite les syndicats concernés à se prononcer tout aussi clairement contre toute participation à des réunions, des groupes de travail de mise en œuvre des Bac Pro 3 ans comme celui prévu dans l'académie de Toulouse.

Combattre le gouvernement, c'est aussi ne pas laisser nos collègues se battre établissement par établissement mais au contraire d'organiser une manifestation centrale de toute la profession, à Paris, au siège du gouvernement, pour obtenir le retrait de la note Darcos.

Sur cette orientation, la FSU doit s'adresser aux autres organisations syndicales (SNETAA, CGT, FO, Se) pour qu'elles prennent une telle position pour que se réalise le Front unique contre le gouvernement.

C'est le sens de la motion déposée et défendue par le courant Front unique.

Intervention de Roland MICHEL présentation de la motion pour que la FSU quitte la table des conférences de destruction de la Fonction Publique

Les rapporteurs ont rappelé le cadre des conférences Fonction Publique : à savoir le discours de Sarkozy de Nantes du 19 septembre. De ce discours, Gérard Aschiéri a dit qu'il programmait le « *dynamitage de la Fonction Publique* ». Je n'ai rien à rajouter à cette appréciation.

Le rapporteur qui vient de me précéder a dit : « Il ne s'agit pas de négociation ». C'est vrai. De quoi s'agit-il alors ? De transformer les dirigeants syndicaux en artificiers de ce « *dynamitage* » de la Fonction Publique.

Le détail des comptes rendus des conférences le confirme largement : on y parle – sur proposition de la CFDT – de supprimer les CAP par corps. Sarkozy disait que le corps devait devenir l'exception. On dit d'ailleurs dans ces conférences très explicitement – selon les propos du rapporteur lui-même - que le recrutement par concours doit devenir exceptionnel. Or le concours, c'est la qualification, c'est l'obstacle à la polyvalence. On y parle de salaire variable ; d'individualisation des salaires. On évoque la disparition de la négociation annuelle des salaires et de « *négociation infra nationale* » (ce qui suppose la fin des statuts et grilles nationales). On y parle de « *droit à la mobilité* » ce qui est l'exact contraire du droit des personnels à mutation. Ce qu'est ce droit à mobilité le gouvernement vient de l'indiquer en tentant de muter d'office un certain nombre de contrôleurs et inspecteurs du travail au sinistre « *ministère de l'identité nationale* » d'Hortefeux. On peut imaginer ce que signifiera le « *droit à mobilité* » pour des milliers de professeurs de lycées professionnels dont le poste sera supprimé si n'est pas retiré la note Darcos de destruction des lycées professionnels.

Si, comme le dit Aschiéri, le discours de Sarkozy, c'est le dynamitage de la Fonction Publique ; si, comme le disent les rapporteurs, les conférences visent à mettre en œuvre le discours de Sarkozy, alors comment accepter de siéger une minute de plus dans de telles conférences. Nous soumettons donc au CDFN l'exigence que la direction de la FSU les quitte immédiatement et invite les autres fédérations de fonctionnaires à faire de même.

Intervention de Denis Bernard

C'est dans le journal Le Monde des 11 et 12 novembre que nous avons appris que Darcos venait de signer, le 8 novembre, avec le SNUIPP et le SGEN, un protocole de discussion, ce qui bien sûr ne pouvait que satisfaire le ministre surtout à quelques jours d'une grève nationale. Alors essayez d'expliquer maintenant que rien n'a été signé, c'est un peu fort ; d'ailleurs ce protocole est dans la lettre du SNUIPP avec comme titre « Protocole de discussion entre le ministère de l'Éducation Nationale et le SNUIPP et le SGEN ». Il y a bien eu un accord entre Darcos et les dirigeants syndicaux sur un protocole commun. Pourtant, depuis sa constitution, le gouvernement Sarkozy-Fillon a multiplié les attaques contre les travailleurs, la jeunesse et les immigrés. Le budget supprime 11 200 postes dans l'E.N. (c'est un record absolu).

Malgré tout Darcos trouve des responsables syndicaux qui lui donnent quitus et qui considèrent qu'il est possible de discuter et de travailler en commun. C'est la même collaboration pratiquée par l'UNEF qui permet au gouvernement de faire passer sa réforme des universités, pour l'abrogation de laquelle les étudiants se sont massivement mobilisés. C'est la même méthode qui va permettre au gouvernement de liquider les régimes spéciaux en associant les syndicats à des négociations tripartites contre la volonté des travailleurs qui voulaient maintenir leurs acquis sociaux.

Prendre comme prétexte l'aide aux enfants en difficultés pour justifier ce protocole est une escroquerie : depuis des années, les aides à ces enfants sont diminuées, le nombre de postes d'enseignants spécialisés baissent d'année en année (jusqu'à 50%). D'ailleurs, dans ce protocole, le mot RASED (réseau d'aides aux enfants en difficulté) n'apparaît pas, ce qui est quand même significatif et ce n'est pas un hasard car dans le document d'orientation du ministère, non seulement le mot RASED n'apparaît toujours pas, mais en plus certaines de ces missions sont dévolues aux enseignants sur leur quota des 2 heures du samedi ; je cite « *les difficultés repérées par le professeur sont d'abord traitées dans le cadre de la classe (ce qui existe déjà) et si elles sont plus lourdes, elles donnent lieu à une prise en charge complémentaire grâce aux deux heures dégagées* » ; ce qui est jusqu'ici du domaine des enseignants spécialisés du RASED, et voilà comment le gouvernement va pouvoir supprimer des milliers de postes d'enseignants spécialisés. C'est bien là un des objectifs du gouvernement.

Par ailleurs la diminution du nombre d'heures de scolarisation va pénaliser en premier lieu les enfants des travailleurs (on le voit également avec la réforme des lycées professionnels : suppression massive de sections BEP par exemple...). Il s'agit bien d'éjecter toute la jeunesse ouvrière au droit à la scolarisation, au droit à des diplômes qualifiants.

En plus, toute cette réorganisation du travail des enseignants du primaire va entraîner une augmentation de la flexibilité puisque certains devront travailler le soir, d'autres à midi, le mercredi voire pendant les vacances scolaires ; mais aussi dans une école suivant les besoins avec toutes les pressions et les tensions que cela va entraîner. Et là, on voit bien qu'il faut une nouvelle organisation des écoles et c'est la perspective des EPEP qui renforceront le pouvoir des collectivités locales sur les enseignants, qui imposeront (avec la mise en place d'un super directeur) aux enseignants de travailler à tel moment de la journée, à tel endroit ; c'est la remise en cause de notre statut.

Défendre les intérêts élémentaires des personnels, c'est d'abord s'opposer à ce gouvernement qui prétend en être le fossoyeur.

C'est refuser de soutenir Darcos dans sa remise en cause de notre statut. C'est pourquoi le SNUIPP doit retirer sa signature du protocole de discussion de Darcos. C'est le sens de la motion Front Unique

Intervention d'Olivier Lestang sur la question du traité européen « simplifié » (5 décembre)

Il faut d'abord caractériser ce traité. C'est un décalque de la « constitution européenne », ainsi que Giscard, père de cette dernière, l'a dit lui-même. C'est un texte réactionnaire, mais comment s'en étonner puisque ses auteurs sont les différents gouvernements qui tous mènent une politique réactionnaire, du gouvernement UMP de Sarkozy au gouvernement travailliste en Grande-Bretagne jusqu'au gouvernement italien soutenu par le Parti de la Refondation Communiste et son aile « gauche ».

Mais il faut caractériser ce texte.

D'une part, c'est un mode d'organisation des relations qu'entretiennent entre eux les puissances capitalistes de l'Union Européenne, relations qui sont de plus en plus tendues et contradictoires, il n'y a qu'à voir les conflits ouverts entre elles sur nombre de sujets, jusqu'au nombre de sièges au parlement européen. C'est l'occasion de souligner que

l'Union Européenne n'a rien à voir avec l'Europe unie, qu'une Europe réellement unie ne peut se concevoir que débarrassée du capitalisme.

D'autre part, c'est un texte qui rappelle les principes communs que les capitalismes européens entendent faire valoir en commun contre les travailleurs de leurs pays (concurrence débridée, liquidation des acquis sociaux, bref la politique que chaque bourgeoisie mène dans son pays).

Alors la position de la FSU doit être, bien sûr, le rejet de ce traité, mais la FSU doit également affirmer qu'aucun « bon traité » européen est possible, que rien de bon pour les travailleurs ne peut sortir de ces cavernes de brigands, comme disait Lénine, que sont la commission européenne, le conseil des ministres européen, etc. Au-delà, il faut expliquer que même si ce sont les gouvernements nationaux qui ont le pouvoir, aucune politique favorable aux travailleurs ne peut être menée dans le cadre des traités et de l'Union Européenne des capitalismes, et en particulier pas de « loi cadre » sur les services publics comme le réclame la motion soumise au vote.

Mais rejeter ce traité, ce n'est pas revendiquer un référendum. D'abord, sous la Ve République, les référendums n'existent que comme des plébiscites, ils sont particulièrement anti-démocratiques, le président-bonaparte décidant du moment, de la question. S'il y avait référendum, ce serait une tentative de plébiscite.

Mais précisément, il se trouve que le référendum sur une variante de ce texte a déjà eu lieu, le 29 mai 2005. Et que constate-t-on ? Deux ans après, voici le même texte sous une autre forme, encore plus illisible, ce qui n'est pas sans incidence.

Voilà une belle démonstration de ce qu'est la démocratie bourgeoise, qui consiste comme disait Marx à décider périodiquement qui foulera du pied le peuple au parlement.

Mais c'est surtout la démonstration que pour en finir avec ces textes réactionnaires, c'est avec les gouvernements capitalistes nationaux dont ils émanent qu'il faut en finir.

Pour cela il faut combattre sur la ligne du front unique des organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats, contre le gouvernement, donc de s'adresser publiquement aux parlementaires PS et PCF pour exiger d'eux qu'ils votent contre ce traité, auquel cas il ne pourra pas être adopté par le congrès convoqué par Sarkozy.

Résumons : contre le traité, non pas un référendum à l'initiative de Sarkozy, mais le combat contre le gouvernement de Sarkozy. C'est ce que propose le courant Front Unique.

Motions présentées

Motion Front Unique Fonction Publique

Le contenu des différentes conférences Fonction Publique confirment totalement leur fonction, telle qu'elle leur a été assignée par le discours de Fillon du 10 Juillet 2007 et de celui de Sarkozy du 19 septembre à Nantes : associer les directions syndicales à l'entreprise de destruction du statut général de la Fonction Publique et des garanties statutaires liées aux corps

Les conférences sur « le pouvoir d'achat » visent à l'individualisation totale des salaires, à la liquidation du point d'indice comme base de détermination du salaire.

Les conférences sur les « parcours professionnels » visent à liquider le recrutement sur concours

Les conférences dites sur le « dialogue social » visent notamment à liquider les CAP par corps dans lesquelles les représentants syndicaux font respecter les règles statutaires en matière de promotions, de mutation, en général les droits du personnel, en même temps qu'elles visent à associer les directions syndicales à la mise en oeuvre de toutes les contre réformes du gouvernement

Au nom d'un prétendu « droit à la mobilité » - opposé au droit des personnels à mutation - les conférences visent à organiser le déplacement forcé de milliers de fonctionnaires et leur affectation à des fonctions en dehors de leurs qualifications (ce qui se prépare par exemple pour les PLP avec l'application de la note Darcos) Il n'est pas acceptable que les dirigeants des fédérations de fonctionnaires, et notamment de la FSU continuent à siéger et à faire des propositions « positives » s'inscrivant complètement dans l'œuvre de destruction du gouvernement.

Le CDFN décide donc que les représentants de la FSU quittent immédiatement les conférences de destruction de la Fonction Publique et s'adressent aux représentants des autres fédérations de fonctionnaires pour qu'elles fassent de même

8 pour

93 contre

0 abstention

10 nppv

Motion Front Unique Protocole Primaire

Le CDFN de la FSU rejette la décision du gouvernement Sarkozy Fillon et de son ministre Darcos de priver les enfants de 2 heures de classe.

Une telle décision est toute entière tournée contre le droit à l'instruction. Elle s'inscrit dans l'entreprise de déscolarisation dont la réduction du Bac Pro de 4 à 3 ans, la réduction des horaires programmée en collège et en lycée sont d'autres facettes.

Bien évidemment, les enfants des travailleurs en seront les premières victimes.

En même temps, cette mesure accompagnée de l'injonction faite aux instituteurs et professeurs d'école de prendre en sus de la journée de classe les élèves considérées comme « en difficulté » vise à obliger les enseignants à intervenir en dehors de leur classe, voir de leur école. Elle s'inscrit donc entièrement dans la mise en place des EPEP (regroupant plusieurs écoles) voulue par le gouvernement.

Le CDFN de la FSU invite donc son syndicat, le SNUIPP, à se déterminer dans le sens du retrait de sa signature du « protocole de discussion » visant à la mise en place « concertée » de cette mesure réactionnaire du gouvernement

9 pour 78 contre 0 abstentions 24 nppv

Motion Front Unique Défense de l'enseignement professionnel et technologique public. Pour le retrait de la note Darcos du 29 Octobre 2007

Le CDFN de la FSU considère que la note Darcos du 26 Octobre 2007 vise à porter un coup fatal à l'enseignement professionnel public et aussi par ses conséquences à l'enseignement technologique

- En supprimant massivement les sections BEP, elle livre sans qualification tous les jeunes qui y acquéraient une qualification professionnelle à la surexploitation patronale. Il s'agit donc d'une attaque brutale contre les conventions collectives.

- En réduisant les Baccalauréat Professionnels de 4 à 3 ans, elle les déqualifie en même temps qu'elle supprime 25% des postes de PLP. Elle prépare dans le même mouvement la fusion des baccalauréats professionnels et technologiques (d'ores et déjà certains baccalauréats technologiques sont voués à la disparition) qui interdira aux lycéens qui empruntent actuellement la voie technologique l'accès à des études supérieures longues

Le CDFN de la FSU se prononce donc clairement et précisément pour le retrait de la note Darcos du 29 Octobre 2007.

Il estime que la survie de l'Enseignement professionnel et technologique exige aujourd'hui que se réalise le Front Unique des organisations syndicales pour le retrait de la note Darcos.

Il invite donc ses syndicats directement concernés (SNUEP, SNETAP, SNES, SNEP) à proposer à l'ensemble des organisations syndicales (notamment SNETAA, CGT Education, SNFOLC, SE), aux représentants des lycéens l'organisation d'une manifestation nationale de tous les personnels des lycées professionnels et technologiques au siège du gouvernement sur le mot d'ordre : Retrait de la note Darcos. Aucune suppression de poste, ni de section

4 pour 86 contre 4 abstentions 17 nppv

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:

Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : courrier@frontunique.com